



Recueil
"Objectif Afrique"
Burkina Faso - Niger

4ème trimestre 2018

Table des matières

Objectif Afrique – 05 octobre 2018	5
• Le Burkina Faso dépasse les 20 millions d'habitants	5
• Burkina Faso : Le recensement général de la population se précise	5
• Burkina Faso : Vers un nouveau Code des investissements.....	5
• Niger : Création d'une Agence nigérienne de la promotion des investissements et révision des missions du Haut conseil pour l'investissement	5
• Le Niger rétablit la taxe sur les appels internationaux supprimée en 2018	5
• Burkina Faso : Construction du rail d'évacuation du minerai de Tambao	6
• Niger : Savannah envisage de lancer la production pétrolière au 1er trimestre 2019.....	6
• Burkina Faso : Assistance technique sur le projet du rail Burkina Faso-Ghana	6
• Une délégation d'opérateurs économiques nigériens prend part aux Rencontres Africa 2018 à Paris.....	6
Objectif Afrique – 12 octobre 2018	6
• Burkina : Loi de finances rectificative 2018.....	6
• Burkina : Le Danemark finance une partie du plan stratégique de la DGI.....	7
• Inauguration de l'interconnexion électrique entre le Burkina Faso et le Ghana	7
• Dangote Cement obtient quatre permis de recherche pour le charbon au Niger.....	7
• Une société chinoise obtient deux permis de recherche d'uranium au Niger.....	7
• Trois permis de recherche aurifère pour la société Aid Energy Niger.....	7
• La compagnie aérienne nigérienne Overland Airways arrive dans le ciel nigérien	7
• La Douane et le Port de Lomé prospectent au Niger	8
• Niger : Construction du Centre de conférence international Mahatma Gandhi	8
Objectif Afrique – 19 octobre 2018	8
• Une nigérienne remporte le prix "Jeune entrepreneur(e) francophone" de l'OIF	8
• Bientôt un nouveau code des investissements au Burkina Faso.....	8
• Burkina : L'ITFC apporte 1,5 Md USD pour financer le développement du commerce	9
• Burkina : Un repreneur indien pour l'usine textile Fasotex de Koudougou.....	9
• Burkina : Construction et réhabilitation de barrages.....	9
• Niger : Le groupe nigérien Dangote lance la construction d'une cimenterie	9
• Les députés nigériens entérinent le texte de loi portant sur l'ouverture de l'hôpital de l'amitié Niger-Turquie.....	9
• Burkina : Un nouveau directeur général aux commandes du Trésor	10
Objectif Afrique – 26 octobre 2018	10
• Burkina : Inauguration de la Maison de la jeunesse et de l'innovation	10
• Burkina : Création de la Confédération générale des entreprises du Burkina.....	10
• Un taux de couverture de 124% pour les dernières obligations du Trésor burkinabè	10
• La France octroie 10 MEUR au Niger pour appuyer son Programme économique et financier 2018.....	10
• Burkina : Reprise des activités de la STFL	11
• Le Niger met en place une stratégie d'accès à l'électricité.....	11
• Rapport OCDE portant sur la production et l'exploitation de l'or au Niger.....	11
• Construction du 3ème pont à Niamey : taux d'exécution global estimé à 23%	11
• Le Niger veut encadrer et développer ses services de communications électroniques.....	11
• Burkina : Le prochain programme américain MCC en bonne voie.....	12

Objectif Afrique – 02 novembre 2018	12
• Fin de la troisième revue du FMI au Niger	12
• Burkina : Un nouveau président à la tête du patronat burkinabé	12
• Deux conventions BAD-Burkina Faso pour le financement de secteurs-clés	12
• Le Niger obtient 28,304 milliards FCFA sur le marché financier de l’UEMOA	13
• Signature d’un protocole d’accord pour la construction d’un abattoir frigorifique au Niger.....	13
• Burkina Faso : Lancement des travaux de l’autoroute de contournement de la capitale.....	13
• Electrosteel France remporte deux gros contrats au Burkina Faso	13
• La CDC Niger signe avec Orange une convention de reversement des dépôts de garantie	13
• Burkina Faso : Visite de la gouverneure générale du Canada	14
Objectif Afrique – 09 novembre 2018	14
• Burkina : Conclusions préliminaires de la mission FMI d’octobre 2018	14
• Burkina Faso : Activités des Etablissements publics de l’Etat (EPE).....	14
• Niger : Abrogation d’une convention de crédit signée entre le Niger et Pékin.....	14
• Niger : Plusieurs projets adoptés au conseil des ministres du 2 novembre 2018	14
• Le gouvernement nigérien octroie 4 blocs d’exploration pétrolière à Oranto.....	15
• Niger : Un hôtel présidentiel Radisson Blu à Niamey prévu en 2019	15
• Niamey va se doter d’une centrale électrique solaire	15
• Burkina Faso : visite du président du Libéria Georges Weah à Ouagadougou.....	15
• Burkina Faso-Maroc : Roch Marc Christian Kaboré a participé au forum MEDays.....	15
Objectif Afrique – 16 novembre 2018	16
• Avec 24,4% de produits nigériens achetés au 1er trimestre 2018, la Chine est le premier importateur au Niger	16
• Burkina Faso : le budget de l’Etat exercice 2018 revu à la baisse.....	16
• L’Union européenne et le Burkina Faso renforcent leur coopération.....	16
• Burkina Faso : +4,10% pour l’aide publique au développement.....	16
• Niger : 27.500 millions de FCFA sur le marché financier de l’UEMOA	16
• Burkina Faso : Nouveau mécanisme de détermination des prix des hydrocarbures	17
• Niger : forum des jeunes entrepreneurs	17
Objectif Afrique – 23 novembre 2018	17
• Les échanges de la France avec le Burkina et le Niger divergent à fin oct 2018.....	17
• L’OPEP accorde un prêt de 15 MUSD pour le financement partiel de la voie express reliant l’aéroport Diori Hamani au centre-ville de Niamey.....	17
• Bénin-Niger: l’OPEP accorde un prêt de 22 MUSD pour financer la réhabilitation du corridor Cotonou-Niamey.....	18
• Burkina Faso : 5 projets solaires donnant la part belle à la France se concrétisent.....	18
• Découverte d’un nouveau bassin pétrolier au Niger	18
• Le Niger souhaite doubler sa production d’électricité d’ici 2024.....	18
• Burkina Faso : inauguration du 4ème échangeur de Ouagadougou.....	19
• Le président du Faso en visite officielle au Japon	19
Objectif Afrique – 30 novembre 2018	19
• Obligations assimilables du Trésor : le marché peu favorable pour le Burkina.....	19
• Le Niger obtient 22.869 millions FCFA sur le marché financier de l’UEMOA.....	19
• Campagne agricole sèche 2018-2019 au Burkina Faso : De bons résultats attendus.....	19
• 1 ^{ère} édition du Salon de l’Elevage au Burkina Faso (SABEL).....	20
• Niger : Mise en service d’une centrale solaire photovoltaïque de 7 MW à Malbaza	20
• Niger : Bilan de la Sonibank sur ces trois dernières années	20
• Niger : Visite officielle du Président de la République en Arabie Saoudite.....	20

Objectif Afrique – 07 décembre 2018	20
• Dialogue Etat/Secteur privé : booster l'industrie et l'artisanat.....	20
• Niger : 24,5 MEUR de la BAfD en soutien aux réformes économiques.....	21
• Le Niger récolte 27,5 milliards FCFA auprès des investisseurs de l'UEMOA	21
• Barrage Kandadji au Niger : 436 MUSD mobilisés pour la réinstallation des populations.....	21
• Niger : le Groupe Al Izza se lance dans la finance islamique au Niger	21
• Burkina : Un nouvel hôtel dans la ville de Koudougou	21
• Burkina : L'établissement de microfinance Microcred devient Baobab Burkina	21
• Burkina: deux structures françaises vont former 80 entrepreneurs informels	22
• Niger : La DGI impose la fermeture de locaux d'Orange Niger à Niamey.....	22
Objectif Afrique – 14 décembre 2018	22
• La loi de finances 2019 adoptée par le parlement nigérien	22
• Le FMI s'engage pour consolider la stabilité macroéconomique du Niger.....	22
• Le Burkina Faso engrange 68 milliards FCFA de dons divers.....	23
• Burkina Faso : la BADEA finance deux projets à hauteur de 40 MUSD.....	23
• Burkina Faso : le Fonds vert pour le climat approuve 24,3 MEUR pour un projet solaire	23
• L'UE et la BEI vont financer un programme d'électrification rurale au Niger	23
• Le Niger abroge définitivement le prêt de 1 milliard USD de l'Exim-Bank chinoise.....	23
• Burkina Faso : Un nouveau projet pour promouvoir les filières agricoles.....	23
• Le Burkina Faso valide un projet de centrale électrique temporaire de 50 MW	24
• Burkina Faso : Réhabilitation du rail Abidjan-Ouaga : feu vert au groupe Bolloré	24
• Burkina Faso : un groupement français retenu pour le nouvel aéroport de Ouaga.....	24
• Niger : après ceux d'Orange Niger, le fisc fait fermer les locaux d'Airtel Niger suite à un redressement fiscal contesté.....	24
• Burkina Faso : La Fête nationale "tournante" a eu lieu cette année à Manga	25
Objectif Afrique – 21 décembre 2018	25
• Burkina Faso : Le budget 2019 adopté à la baisse par le Parlement burkinabé	25
• Les engagements du nouveau président du Patronat burkinabé	25
• Le Président du Niger "globalement satisfait" du pré-bilan de la campagne agro-sylvo-pastorale et hydraulique 2018-2019.....	25
• Burkina Faso : Une première station de recharge de lampes solaires LAGAZEL.....	26
• La Banque de l'Habitat du Niger lance ses activités	26
• Le Président du Faso en visite officielle en France	26
• Les 60 ans de la proclamation de la République du Niger fêtés en grande pompe à Zinder en présence de plusieurs chefs d'État africains	26

Objectif Afrique – 05 octobre 2018

- **Le Burkina Faso dépasse les 20 millions d'habitants**

Le Burkina Faso a dépassé les 20 millions d'habitants en 2018. Sa croissance démographique annuelle, de +3,16%, est l'une des plus rapides du monde. Les grandes villes concentrent désormais la majeure partie de cette croissance, rendant très difficiles les conditions de vie. Les infrastructures urbaines sont en effet toujours sous-développées face aux besoins grandissants. La capitale Ouagadougou voit chaque année sa population grossir au rythme impressionnant de +7,2%, tandis que la deuxième aire urbaine du pays, Bobo-Dioulasso, croît de son côté de +11% par an.

- **Burkina Faso : Le recensement général de la population se précise**

Au cours de sa séance du 26 septembre 2018, le gouvernement a adopté un décret portant organisation du 5ème Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) du Burkina Faso. Ce 5ème RGPH vise à mettre à la disposition des décideurs et des utilisateurs des données actualisées en vue de l'évaluation des politiques et programmes de développement. Il permettra également de connaître la population résidant au Burkina Faso et fournira des statistiques sur le nombre d'habitants par circonscription administrative et sur leurs caractéristiques. En rappel, le dernier recensement général de la population date de 2006.

- **Burkina Faso : Vers un nouveau Code des investissements**

Le conseil des ministres du Burkina Faso du 26 septembre 2018 a marqué son accord pour la transmission d'un projet de loi portant Code des investissements au Burkina Faso. Ce projet de loi vise entre autres l'amélioration du climat des affaires et des investissements, la promotion du secteur privé local et l'attraction des investisseurs étrangers. Pour rappel, l'actuel Code des investissements du Burkina date de 1995. Le conseil a également promulgué un décret portant création, attributions, composition et fonctionnement du Cadre de concertation et d'orientation pour le dialogue État/secteur privé (CC/ESP), en remplacement de la traditionnelle "Rencontre Gouvernement Secteur/Privé" créée en 2001, avec pour but de prendre en compte certaines insuffisances de cette manifestation.

- **Niger : Création d'une Agence nigérienne de la promotion des investissements et révision des missions du Haut conseil pour l'investissement**

Le gouvernement vient de signer un projet de décret portant création de l'Agence nigérienne de la promotion des investissements privés et des projets stratégiques (ANPIPS). Etablissement public à caractère administratif, l'ANPIPS aura pour mission principale la facilitation et l'approbation des projets d'investissements ainsi que de la promotion des projets d'investissements et stratégiques dans le pays. Cette agence sera sous la tutelle technique du ministre, directeur de cabinet du président de la République mais dépendra financièrement du ministère des Finances. Par ailleurs, le gouvernement prévoit de revoir les missions actuelles du Haut conseil pour l'investissement au Niger (HCIN), afin de les conformer aux pratiques à l'international et d'attirer plus d'investissements.

- **Le Niger rétablit la taxe sur les appels internationaux supprimée en 2018**

La taxe sur la terminaison du trafic international entrant (TATTIE), supprimée en 2018, pourrait être rétablie dans les prévisions budgétaires 2019. Selon le projet de budget adopté par le gouvernement, il devrait être prélevé de 50 à 88 FCFA (0,08 à 0,13 EUR) par minute de communication sur les appels internationaux entrants. En 2018, le gouvernement nigérien avait décidé d'y renoncer, à la demande des compagnies de téléphonie qui s'étaient engagées à faire des investissements en vue d'améliorer la couverture et la qualité de leurs services. D'après le gouvernement, les engagements auxquels ces sociétés ont souscrits n'ont pas été entièrement honorés et c'est pourquoi il est proposé le rétablissement de cette taxe.

- **Burkina Faso : Construction du rail d'évacuation du minerai de Tambao**

Lors du Forum sur la Coopération sino-africaine début septembre à Pékin, où il était convié pour la première fois après avoir rompu les relations diplomatiques avec Taïwan en mai dernier, le président Rock Marc Christian Kaboré a signé un accord avec la société publique China Road and Bridge Corp (CRBC) pour la construction du rail d'évacuation du manganèse de la mine de Tambao. Une équipe technique de CRBC serait attendue à Ouagadougou d'ici fin 2018 pour s'entretenir avec des experts burkinabè. Des représentants de l'EximBank of China qui financerait ce rail d'environ 300 km, au côté de la China Development Bank, devraient également se rendre au Burkina Faso. En parallèle, le choix du remplaçant de Pan African Minerals, la société de Frank Timis, pour opérer la mine de manganèse burkinabé de Tambao, ne devrait intervenir qu'en 2019.

- **Niger : Savannah envisage de lancer la production pétrolière au 1er trimestre 2019**

Au Niger, la firme britannique Savannah Petroleum envisage de démarrer la production pétrolière sur le contrat de partage de production (PSC) R3/R4 du bassin d'Agadem, au 1er trimestre de l'année prochaine. Selon le protocole d'accord signé le 8 août 2018 entre la société et le gouvernement nigérien, le développement des ressources récemment découvertes dans le bassin se fera à petite échelle et de façon progressive suivant le modèle Early Production Scheme (EPS). Ce modèle prévoit que la firme extraira 1.000 barils par jour dans la zone à partir du 1er trimestre 2019. Une production qui passera à 5.000 b/j plus tard dans l'année. En outre, Savannah annonce que la préfaisabilité pour un deuxième pipeline d'exportation du Niger vers les côtes béninoises a été achevée et que l'étude de faisabilité devrait être achevée d'ici fin 2018.

- **Burkina Faso : Assistance technique sur le projet du rail Burkina Faso-Ghana**

Le Burkina Faso et le Ghana ont convenu de réactiver le Comité conjoint d'experts (CCE) sur le projet d'interconnexion ferroviaire Burkina Faso-Ghana. Les résultats techniques font ressortir une proposition d'itinéraire long de 320 km en territoire burkinabè et de 782 km en territoire ghanéen. Le Conseil des ministres du Burkina Faso du 26 septembre 2018 a marqué son accord pour la signature du contrat d'assistance technique avec le groupement Italo-ghanéen Team Engineering/Vision Consult.

- **Une délégation d'opérateurs économiques nigériens prend part aux Rencontres Africa 2018 à Paris**

Une délégation d'opérateurs économiques nigériens a pris part aux Rencontres Africa 2018 organisées les 24 et 25 septembre à Paris. Au cours de cette 3ème édition, une quinzaine de conférences et colloques a été organisée autour de plusieurs thématiques dont, l'agriculture, la santé et les bâtiments et travaux publics (BTP). Une occasion pour les opérateurs nigériens de rencontrer leurs homologues européens et de s'instruire mutuellement de leurs expériences, à travers notamment des rencontres B2B.

Objectif Afrique – 12 octobre 2018

- **Burkina : Loi de finances rectificative 2018**

Le Conseil des ministres du 10 décembre a marqué son accord pour la transmission à l'Assemblée nationale du projet de LFR 2018 sur les bases suivantes. Pour les recettes budgétaires, les prévisions ajustées se chiffrent à 2.737,7 MEUR contre 3.076,5 MEUR dans la loi de finances initiale, soit une diminution de 11,01%. En dépenses budgétaires, les prévisions ajustées s'élèvent à 3.341,4 MEUR, contre 3.721,5 MEUR dans la LFI, soit une diminution de 10,22%. L'épargne budgétaire s'établit à 197,7 MEUR contre 637,6 MEUR dans la LFI, soit une baisse de 68,99%. Le niveau de déficit budgétaire passe à 645,1 MEUR à 603,7 MEUR, soit une amélioration de 6,42%. Rapporté au PIB nominal, le déficit se situerait à 5%.

- **Burkina : Le Danemark finance une partie du plan stratégique de la DGI**

L'Ambassadeur du Danemark a signé, le 2 octobre 2018, un accord de financement de 1,7 Md FCFA (2,7 MEUR) avec le Burkina Faso. Cette subvention - qui s'inscrit dans le cadre du protocole de coopération entre les deux pays pour le programme 2016-2020 - servira au financement du plan stratégique 2017-2021 de la Direction générale des impôts (DGI) : mise en œuvre du cadastre fiscal, développement des télé-procédures fiscales, amélioration de la fiscalisation du secteur minier, lutte contre la corruption et le renforcement des capacités de pilotage et de coordination des réformes.

- **Inauguration de l'interconnexion électrique entre le Burkina Faso et le Ghana**

L'inauguration de l'infrastructure - qui comprend notamment un poste électrique, une ligne 225 kV de 188 km, l'extension de postes de connexion à Ouagadougou et l'électrification de 25 localités le long de la ligne à Ouagadougou - a eu lieu le 5 octobre à Zagtoui, à l'ouest de la capitale Ouagadougou, en présence du président du Faso et de son homologue ghanéen. Fonctionnelle depuis juin 2018, l'interconnexion entre Bolgatanga et Ouagadougou a coûté globalement 55,6 Mds FCFA (84,7 MEUR), financés essentiellement par les partenaires techniques et financiers du Burkina (BM, AFD, UE). De son côté, la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL) a contribué à hauteur de 1,7 Md FCFA (2,5 MEUR).

- **Dangote Cement obtient quatre permis de recherche pour le charbon au Niger**

Le Conseil des ministres du Niger du 9 octobre 2018 a adopté la convention minière entre le Niger et la société Dangote Cement Niger, filiale nigérienne de la société de l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote, pour la recherche de charbon et substances connexes dans les régions d'Agadez et de Tahoua via l'octroi de 4 permis de recherche. Ces quatre conventions minières concernent les périmètres des permis "Elmeki 5" et "Tizigert" dans le département de Tchirozérine (Agadez), de "Ijakan", dans le département de Keita (Tahoua), et "Tebaram 2" dans les départements de Tahoua et de Tillia. En contrepartie, Dangote Cement Niger s'engagerait à investir, dans les trois ans suivant la signature de ces conventions, un montant minimum de 1,1 milliard FCFA (±1,7 MEUR) pour chacun des permis, afin de mettre en évidence l'existence des gisements de charbon et de substances connexes.

- **Une société chinoise obtient deux permis de recherche d'uranium au Niger**

La société chinoise Zijing Heuchuang Science and Technology Development Co a obtenu deux permis de recherche d'uranium au Niger, selon un décret consacrant la signature de cette convention adoptée à l'issue du Conseil des ministres du mardi 9 octobre. Les deux permis sont situés au nord du Niger dans le département de Tchirozérine. Les permis ont pour objet de mener toutes les activités nécessaires pour prouver l'existence des gisements d'uranium et des substances connexes. La société chinoise s'est engagée à investir près de 3 milliards FCFA (± 4,5 MEUR) dans les trois prochaines années.

- **Trois permis de recherche aurifère pour la société Aid Energy Niger**

Lors du Conseil des ministres du Niger du 9 octobre, le gouvernement a signé un projet de décret portant approbation de la convention minière entre le Niger et Aid Energy Niger pour trois permis de recherche pour de l'or et des substances connexes. Il s'agit des permis "Kossa 1" et "Kossa 2", à Tera dans la région de Tillabéry, et de "Dissilak 13", dans le département de Bilma, région d'Agadez. D'après la convention, l'entreprise s'est engagée à investir dans les trois ans après la signature du contrat, un montant de 3 MEUR pour "Kossa 1", 2,3 millions EUR pour "Kossa 2" et 3,2 millions EUR, pour "Dissilak 13". Aid Energy Niger est une société à responsabilité limitée (SARL) dont le siège social est à Niamey.

- **La compagnie aérienne nigérienne Overland Airways arrive dans le ciel nigérien**

La compagnie aérienne nigérienne Overland Airways vient de lancer ses activités à Niamey. Elle a ouvert une liaison entre Lagos au Nigéria, Cotonou au Bénin et Niamey, la capitale nigérienne. Cette nouvelle desserte se fera le mercredi et vendredi. D'après son directeur

général, Edward Boyo, Overland Airways est présente pour assurer une meilleure prestation de desserte et contribuer au développement économique des États du Niger et du Nigéria. Overland Airways a débuté les lignes hors du Nigeria en août dernier. Après Cotonou et Niamey, elle envisage pour le futur d'élargir son intervention à Accra au Ghana et à N'djamena au Tchad. Overland Airways est une compagnie qui exerce depuis 2002. Elle dispose aujourd'hui d'une flotte de huit avions et est en négociation pour l'acquisition de deux autres appareils avant la fin de l'année.

- **La Douane et le Port de Lomé prospectent au Niger**

L'effondrement du pont de Malanville au Bénin, sur la route reliant le port de Cotonou à Niamey, a donné l'opportunité au Togo de développer le corridor Lomé-Ouagadougou-Niamey pour offrir au Niger une alternative au transport de ses marchandises. Un tronçon que les autorités togolaises présentent comme une autre option au corridor Cotonou-Niamey. En mission au Niger il y a quelques jours, une délégation togolaise composée de cadres du ministère des Transports, de la Douane et du Port de Lomé a présenté aux acteurs nigériens du secteur des transports, ainsi qu'au ministre des Transports, toutes les facilités offertes par ce tronçon. Parmi celles-ci, on peut notamment compter la distance qui est similaire à celle du corridor Cotonou-Niamey grâce au passage par Ponio (à la frontière du Togo et du Burkina), des facilités en termes de transports et de sécurité, ainsi qu'un mémorandum d'interconnexion douanière entre les trois pays qui pourrait être signé prochainement.

- **Niger : Construction du Centre de conférence international Mahatma Gandhi**

Le président nigérien Issoufou Mahamadou a présidé, le 10 octobre 2018, la cérémonie officielle de pose de la première pierre du Centre de conférence international Mahatma Gandhi (CCIMG) de Niamey. Ce projet est le fruit d'un financement indien, dans la perspective de la 33ème conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, prévue en juillet 2019 au Niger.

Objectif Afrique – 19 octobre 2018

- **Une nigérienne remporte le prix "Jeune entrepreneur(e) francophone" de l'OIF**

Mlle Aissatou Adamou Noma, promotrice de l'entreprise Ana Pate D'arachide, a remporté en Arménie, le prix "Jeune entrepreneur(e) francophone" de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Ce prix lui a été remis, le 10 octobre à Erevan, en marge du 17ème sommet de la Francophonie. La jeune nigérienne a été primée parmi les 18 finalistes qui ont été retenus sur les 400 entrepreneurs ayant concouru. Cette incubée du Centre incubateur des petites et moyennes entreprises au Niger (CIPMEN) a en effet réussi le pari de transformer les graines d'arachide en plusieurs produits dérivés. Notamment en huile, pâte d'arachide, pâte à tartiner, farine enrichie pour les malnutris, les femmes enceintes et allaitantes, etc. contribuant ainsi à la lutte contre le chômage de la jeune fille au Niger.

- **Bientôt un nouveau code des investissements au Burkina Faso**

Le projet de loi portant Code des investissements au Burkina Faso a été adopté par le gouvernement en Conseil des ministres du 26 septembre 2018. Il sera examiné à l'Assemblée nationale le 30 octobre 2018. Parmi les innovations du code, on peut citer : extension du champ d'application aux énergies renouvelables, à la sauvegarde de l'environnement et à la promotion des secteurs d'activités (agriculture, sylviculture, pisciculture, halieutique et faunique), érection de la ville de Bobo-Dioulasso en zone privilégiée d'investissement, mesures fiscales en faveur des pôles de croissance, contrôle effectif des engagements à la charge des entreprises, prise en compte des investissements de 2 à 25 Mds FCFA dans le régime C et prévision d'un délai de traitement dans les autorisations assorti d'un "silent agreement".

- **Burkina : L'ITFC apporte 1,5 Md USD pour financer le développement du commerce**

En marge du Rebranding Africa Forum tenu à Ouagadougou, l'Etat burkinabè et la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) ont signé, le 5 octobre, un accord-cadre portant sur 1,5 Md USD pour le financement de l'exportation de produits agricoles tels que le coton et l'importation d'intrants agricoles et de produits alimentaires, ainsi que des produits d'énergie tels que le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés, ce qui représente un doublement de la coopération au Burkina Faso, premier pays bénéficiaire en Afrique subsaharienne de l'appui budgétaire de l'ITFC, entité autonome du Groupe de la BID. En parallèle, l'ITFC a signé une convention avec la Coris Bank International (CBI) visant à octroyer des lignes de financement pour soutenir les PME et la mise en place de programmes de renforcement des capacités pour les secteurs stratégiques de l'économie nationale.

- **Burkina : Un repreneur indien pour l'usine textile Fasotex de Koudougou**

Le 5 octobre 2018, a eu lieu, à Koudougou, la signature du rachat de l'usine textile Fasotex de Koudougou, ex-Faso Fani fermée depuis 5 ans, entre le gouvernement burkinabè et le groupe indien Jain Shwals. Le groupe Jain Shwals s'est engagé à refaire une nouvelle unité de textile avec une capacité de transformation de coton de 25 tonnes/jour, produire du fil et du tissu pour tendre vers la confection de tenues, y compris militaires, et, enfin, créer à long terme une unité de trituration d'huile de coton, de sésame et d'arachide avec les tourteaux pour l'alimentation du bétail. Les travaux de l'unité de textile devraient débuter fin octobre 2018 et la société devrait employer, à terme, 5.000 personnes encadrées par des techniciens indiens du textile.

- **Burkina : Construction et réhabilitation de barrages**

Le Conseil des ministres du 10 octobre 2018 a attribué plusieurs projets de construction et réhabilitation de barrages à travers le pays : 6 lots dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, du Centre-Ouest, du Centre-Sud et de l'Est pour le compte de la Direction générale des infrastructures hydrauliques (DGIH) avec un montant total des attributions s'élevant à 4,7 Mds FCFA ($\pm 7,2$ MEUR). Des travaux de construction de barrages et de périmètres irrigués de Pougma, Dawaka-Wéotenga, Taba, Kouldisgou et Niou pour le compte du projet de mobilisation et de valorisation des eaux de surface dans le Plateau-Central (PMVEC) ont été également autorisés pour un montant de 8,5 Mds FCFA HT-HD (± 13 MEUR) sur financement de l'État burkinabè et de la Banque Ouest africaine pour le Développement (BOAD).

- **Niger : Le groupe nigérian Dangote lance la construction d'une cimenterie**

Le groupe du milliardaire nigérian Aliko Dangote a lancé les travaux de construction d'une cimenterie à Keita, près de Tahoua, dans l'ouest du pays, pour un coût de 180 Mds FCFA (± 275 MEUR). Pour rappel, la production nationale de ciment ne couvre les besoins qu'à hauteur de 20% et le marché nigérian du ciment connaît une croissance annuelle de plus de 10%. La future installation, dont la livraison est prévue fin 2020, aura une capacité de production annuelle de 2,5 millions de tonnes et comprendra en outre une centrale thermique à charbon de 100 MW.

- **Les députés nigériens entérinent le texte de loi portant sur l'ouverture de l'hôpital de l'amitié Niger-Turquie**

Les députés nigériens ont adopté le texte de loi portant sur l'ouverture, l'exploitation et le transfert de l'hôpital de l'amitié Niger-Turquie à Niamey. Cet hôpital construit par la Turquie est doté d'une capacité de 44 lits. Cette structure hospitalière sera conjointement dirigée par les deux États les trois premières années avant que sa gestion ne soit transférée totalement à la partie nigérienne. Le coût de sa gestion annuelle, chiffré à un peu plus de 2,8 milliards FCFA ($\pm 4,3$ millions EUR), sera supporté à parts égales par la Turquie et le Niger.

- **Burkina : Un nouveau directeur général aux commandes du Trésor**

Le Conseil des ministres du 10 octobre 2018 a entériné la nomination de Célestin Santéré Sanon comme Directeur général du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP). Il remplace à ce poste Naby Abraham Ouattara, qui vient de prendre fonction auprès du Fonds monétaire international (FMI) en tant qu'assistant technique. Inspecteur du trésor et âgé de 50 ans, Célestin Santéré Sanon est diplômé de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Ouagadougou et de l'École nationale des régies financières de Ouagadougou. Avant sa nomination le 10 octobre 2018, il a occupé le poste de receveur général entre 2011 et 2018. Depuis le 22 février 2018, il était le Directeur des affaires monétaires et financières (DAMOF).

Objectif Afrique – 26 octobre 2018

- **Burkina : Inauguration de la Maison de la jeunesse et de l'innovation**

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, et son homologue burkinabè, Alpha Barry, ont procédé à l'inauguration, le 19 octobre 2018, de la Maison de la jeunesse et de l'innovation baptisée "La Ruche", concrétisation de la promesse du président Emmanuel Macron lors de son discours à l'université Ouaga 1 de Ouagadougou le 28 novembre 2017. La Ruche accueillera France Volontaires; Campus France; le Campus de l'innovation de l'Institut de recherche pour le développement (IRD); Canal France international (CFI), ainsi qu'un espace "Tiers-lieu" pour faciliter les rencontres entre les organismes de recherche, les entreprises, les associations, mais aussi les étudiants, les innovateurs, les incubateurs, les financeurs et les artistes.

- **Burkina : Création de la Confédération générale des entreprises du Burkina**

Des acteurs économiques burkinabè ont décidé de fédérer leurs énergies par la création de la Confédération générale des entreprises du Burkina (CGEB) qui vise à fédérer et capitaliser les expériences dans une dynamique de revitalisation du tissu économique. L'assemblée générale constitutive, qui s'est tenue le 13 octobre 2018 à Ouagadougou, a procédé à la mise en place d'un bureau national provisoire, présidé par Hamidou Ouédraogo. Cette structure ad hoc devrait prendre en compte les treize régions du pays, ainsi que tous les secteurs d'activités. Pour se donner les moyens de ses objectifs, la CGEB va créer une école où les membres recevront des formations pour renforcer leurs capacités. La CGEB veut notamment jouer un rôle de conseil auprès de ses membres, tant sur le plan financier, juridique, administratif et que fiscal.

- **Un taux de couverture de 124% pour les dernières obligations du Trésor burkinabè**

L'État du Burkina a lancé, le 17 octobre 2018, des obligations assimilables du Trésor d'un montant mis en adjudication de 20.000 M FCFA ($\pm 30,4$ MEUR), à savoir l'emprunt obligataire "TPBF, 6,5% 2018-2025" Au 18 octobre 2018, date de valeur des obligations, le montant global des soumissions s'élevait à 24.892,83 M FCFA (± 38 MEUR). Une réussite pour cette opération qui réalise ainsi un taux de couverture de 124,46%. Le remboursement de ces obligations se fera en totalité le premier jour ouvrable suivant la date d'échéance arrêtée pour le 18 octobre 2021. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux de 6,15% dès la première année. Selon les dires de la Directrice Générale Adjointe du Trésor et de la Comptabilité Publique, l'enjeu est de contribuer au financement du Plan national du développement économique et social (PNDES 2016-2020).

- **La France octroie 10 MEUR au Niger pour appuyer son Programme économique et financier 2018**

La France, à travers l'Agence française de développement (AFD), s'est engagée, le 8 octobre dernier à Paris, à apporter son appui au Niger pour la mise en œuvre du Programme économique et financier 2018 du pays. Pour matérialiser cet engagement, le ministre des Finances du Niger, la directrice Afrique de l'Agence française de développement et la

directrice générale du Trésor français ont signé le 8 octobre à Paris, une convention d'aide budgétaire pour un montant de 10 millions d'euros, soit 6,6 milliards FCFA. Cet appui de la France vise à soutenir la stabilisation macro-budgétaire du Niger et à aider le pays à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés dans la réduction de la pauvreté et de la faim.

- **Burkina : Reprise des activités de la STFL**

Le ministre burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement et le président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), ont procédé, le 19 octobre 2018, à Ouagadougou, à la signature d'un accord de prêt de 4,7 Mds (±7 MEUR), pour le financement complémentaire du projet de construction de l'usine de transformation de tomates et de mangues créée en 2009 à Loumbila, dans la région du Plateau-Central, au nord-est de Ouagadougou. Ce financement permettra la reprise des activités de la Société de transformation des fruits et légumes (STFL) dont la capacité de transformation quotidienne est de 250 tonnes de tomates et 240 tonnes de mangues.

- **Le Niger met en place une stratégie d'accès à l'électricité**

Le gouvernement a approuvé, le 19 octobre 2018, deux instruments pour le développement du secteur énergétique au Niger. Il s'agit de la Stratégie nationale d'accès à l'électricité (SNAE) et du Document de politique nationale de l'électricité (DPNE). La SNAE vise à doter le Niger d'un référentiel pour le développement de l'électrification, avec à l'horizon 2035, un sous-secteur de l'électricité performant et financièrement viable. Quant au DPNE, il a pour objectif de doter le pays d'un instrument stratégique de développement pour le sous-secteur de l'électricité afin de valoriser les ressources énergétiques nationales. Ces instruments sont approuvés par le gouvernement dans un contexte où le pays fait face à un accès limité à l'énergie électrique, avec un taux d'accès à l'électrification de 12,12% en 2017.

- **Rapport OCDE portant sur la production et l'exploitation de l'or au Niger**

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié cette semaine un nouveau rapport portant sur la production et l'exploitation de l'or au Niger, au Burkina Faso et au Mali. Ce rapport fait état d'une augmentation de la production artisanale de l'or au Niger. Cette exploitation artisanale et à petite-échelle (EAPE) emploierait autour de 450.000 personnes, selon des estimations récentes. La région administrative de Tillabéri, dans le sud-ouest du pays, produit environ deux tonnes d'or par an, auxquelles s'ajoute, depuis 2014, la production issue des régions de Djado et de l'Air, au nord d'Agadez, pour une production totale d'environ 10 tonnes d'or par an. Selon l'OCDE, cette production artisanale pourrait représenter l'équivalent de 50% de la production industrielle du pays et est en très grande majorité exportée illégalement.

- **Construction du 3ème pont à Niamey : taux d'exécution global estimé à 23%**

En Conseil des ministres du 19 octobre, le gouvernement a - par projet de décret - déclaré d'utilité publique le troisième pont sur le fleuve Niger à Niamey. Ce décret rend cessibles, au profit de l'Etat, les propriétés privées qui se situent sur le tracé de la réalisation. Ce troisième pont - dont les travaux ont déjà atteint, selon les autorités, un taux de réalisation de 23% - est construit et financé par la Chine, à hauteur de 44 milliards FCFA (±67 MEUR). Baptisé "Pont Général Seyni Kountché", en hommage à l'ancien président nigérien, cet ouvrage va relier les deux grands quartiers de l'ouest de la capitale, situés de part et d'autre du fleuve Niger, à proximité du centre des affaires : celui de Goudel, rive gauche, et celui de Lamordé, rive droite.

- **Le Niger veut encadrer et développer ses services de communications électroniques**

En Conseil des ministres du 19 octobre, le gouvernement a signé plusieurs projets de décret sur les services de communications électroniques et leur accès au Niger. Le premier projet détermine les orientations et les priorités en matière d'accès universel aux services des communications électroniques et matérialise les options juridiques et institutionnelles qui

découlent des orientations politiques du pays, notamment la prise en compte des villages intelligents dans la mise en œuvre de la stratégie d'accès universel. Le deuxième projet porte sur les modalités d'établissement et de contrôle des tarifs des services de communications électroniques. Enfin, un troisième projet concerne les conditions générales d'interconnexion et d'accès. Il traite en particulier du découpage de la boucle locale pour permettre à d'autres opérateurs d'y avoir accès et de développer leurs propres services et favoriser ainsi la diversité d'offres concurrentes de services, la possibilité de délivrer des licences pour les opérateurs mobiles virtuels et l'identification des marchés pertinents pour améliorer l'environnement concurrentiel.

- **Burkina : Le prochain programme américain MCC en bonne voie**

Une importante mission du programme Millennium Challenge Corporation (MCC), conduite par le directeur pays, Mike Simsik, s'est rendue à Ouagadougou du 15 au 20 octobre pour le lancement officiel de la 4^{ème} et dernière phase du processus de formulation du second Compact. Cette phase, appelée "développement du programme" porte sur les études de faisabilité des trois projets que le Burkina a soumis au MCC, phase qui prendra fin en septembre 2019. Pour rappel, il s'agit du projet de renforcement de l'efficacité dans le domaine de l'électricité (PREDEL), le projet accroissement de l'offre d'électricité moins coûteuse (PADOEL) et le projet réseaux et accès à l'électricité (PRAEL). Le coût total de ces trois projets est estimé à 489,1 milliards FCFA (±746 MEUR), montant susceptible d'évoluer.

Objectif Afrique – 02 novembre 2018

- **Fin de la troisième revue du FMI au Niger**

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) a séjourné à Niamey du 17 au 30 octobre 2018 afin de mener des discussions au titre de la 3^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). A l'issue de la mission, les autorités nigériennes et l'équipe du FMI ont abouti à un accord de principe pour l'achèvement de la 3^{ème} revue du programme appuyé par la FEC et pour l'augmentation de l'accès aux ressources du FMI (19,7 millions DTS, soit environ 15,5 milliards FCFA). L'examen de la proposition par le Conseil d'administration du FMI devrait avoir lieu mi-décembre 2018. Le communiqué final souligne que la stabilité macroéconomique reste fermement établie, et que la croissance économique est en voie d'accélération malgré un environnement extérieur difficile. Elle devrait passer de 5,2% en 2018 à 6,5% en 2019, favorisée par une bonne campagne agricole et la mise en chantier de grands projets d'investissement. L'inflation devrait baisser pour s'établir en-dessous de la norme de l'UEMOA en 2019. La situation budgétaire demeure dans l'ensemble satisfaisante et le déficit global devrait baisser significativement à 4,5% du PIB en 2018.

- **Burkina : Un nouveau président à la tête du patronat burkinabé**

Le Conseil national du patronat burkinabè (CNPB) a tenu son assemblée générale annuelle le 25 octobre 2018 à Ouagadougou. Seul candidat en lice, l'opérateur économique, président des conseils d'administration de TELECEL-Burkina et Wend Kuni Bank, Apollinaire Compaoré, a été nommé à la tête de l'institution qui comprend un bureau de 35 membres. Il remplace feu El Hadj Birahima Nacoulma, décédé le 23 août 2018, à qui l'assemblée a rendu un hommage. Au titre des chantiers en cours, le nouveau président a notamment cité l'opérationnalisation de tous les organes statutaires, la mise en œuvre du Programme d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (PAFPA), l'adoption du plan stratégique 2019-2023 et la poursuite de la décentralisation du CNPB dans les 13 régions du pays.

- **Deux conventions BAD-Burkina Faso pour le financement de secteurs-clés**

La ministre de l'Économie, des Finances et du Développement et le responsable pays de la Banque africaine de développement (BAD) au Burkina Faso ont procédé à la signature de deux conventions de financement sous forme de don le 26 octobre 2018. La première convention concerne l'accord de rétrocession du don de l'UE de 18,370 Mds FCFA (28

MEUR) pour le financement du projet de renforcement de la route communautaire Cu2a, section Gounghin-Fada N’gourma-Piéga-frontière du Niger. La seconde convention concerne le financement du Projet d’appui à l’emploi des jeunes et le développement des compétences en Milieu rural (PADEJ-MR) pour un montant de 8,7 Mds FCFA (13,3 MEUR) environ, et considère quatre régions du Burkina Faso (Nord, Centre-Nord, Boucle du Mouhoun et Centre-Ouest).

- **Le Niger obtient 28,304 milliards FCFA sur le marché financier de l’UEMOA**

La Direction générale du trésor et de la comptabilité publique du Niger a obtenu 28,304 milliards FCFA (43,15 MEUR) au niveau du marché financier de l’Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), à l’issue de son émission d’obligations assimilables du trésor (OAT) à 60 mois. Le Niger recherchait 30 milliards FCFA (45,7 MEUR), ce qui donne un taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions de 94,35%. Le rendement moyen pondéré se situe à 6,96%.

- **Signature d’un protocole d’accord pour la construction d’un abattoir frigorifique au Niger**

Le ministre nigérien de l’Agriculture et de l’Élevage, le PDG du groupe ICS et le représentant de la société Agricorp (Monaco Resources Group) ont procédé le 24 octobre 2018 à la signature d’un protocole d’accord pour la construction et l’exploitation d’un abattoir frigorifique moderne dans la commune rurale de Namaro, au nord-ouest de Niamey. L’abattoir central principal ainsi que les abattoirs de proximité offriront une production journalière de démarrage de 100 tonnes par jour pour passer à 170 tonnes après 24 mois d’exploitation. L’objectif de ce projet est de produire de la viande de qualité en grande quantité et de valoriser les sous-produits d’abattage (peaux, cornes etc.). Pour mémoire, le secteur de l’élevage au Niger contribue à environ 12% du PIB.

- **Burkina Faso : Lancement des travaux de l’autoroute de contournement de la capitale**

Les travaux de construction et de bitumage de l’autoroute de contournement de la ville de Ouagadougou ont été lancés par le Président du Faso le 30 octobre à Gampela sur la RN4, au nord-est de la capitale. Longue de 125 km, cette voie ralliera Loumbila, en passant par Koubri, Saponé, Tanghin-Dassouri, Pabré, et sera réalisé en 2 fois 2 voies. D’un coût global de 181 Mds FCFA (276 MEUR), le projet sera exécuté sur une durée de 36 mois par le groupe burkinabè EBOMAF, en mode PPP. Cette autoroute de contournement vient suppléer la Circulaire devenue obsolète du fait de l’urbanisation galopante de la capitale.

- **Electrosteel France remporte deux gros contrats au Burkina Faso**

Electrosteel France, filiale du groupe indien éponyme, a été retenue par l’Office National de l’Eau et de l’Assainissement (ONEA) pour participer à la réalisation du réseau d’eau potable de Ouagadougou, à partir du barrage de Ziga. Electrosteel a remporté la fourniture des tuyaux et raccords en fonte ductile pour alimenter la capitale en eau potable, actuellement en pleine expansion avec 2,2 millions d’habitants. Le contrat est évalué à 7 MEUR.

- **La CDC Niger signe avec Orange une convention de reversement des dépôts de garantie**

La Caisse des dépôts et consignation (CDC) du Niger et l’entreprise française de téléphonie Orange ont signé le 24 octobre une convention de reversement des dépôts de garantie. Cette convention définit les termes et les conditions du reversement par Orange Niger à la CDC-Niger des montants des dépôts de garantie constitués par les clients d’Orange Niger. Créée en 2016 par le gouvernement suite à un projet de décret, la CDC-Niger a pour objectif d’appuyer le financement des grandes infrastructures, de gérer les dépôts, de promouvoir le financement des PME et de recevoir les consignations administratives et judiciaires ainsi que les cautionnements.

- **Burkina Faso : Visite de la gouverneure générale du Canada**

A la tête d'une forte délégation, la gouverneure générale du Canada, Julie Payette, a séjourné du 23 au 26 octobre 2018 au Burkina Faso, une première au Burkina et en Afrique en général. Il s'agissait de "témoigner de la collaboration (entre les deux pays), entretenir et consolider plus de 56 ans de relations diplomatiques". L'entretien avec le chef de l'Etat burkinabè a porté sur les grands enjeux du moment, mais aussi des sujets d'intérêt pour les deux pays : le développement économique et social au service de la population, l'accès à l'éducation, le renforcement des valeurs démocratiques et de la santé des femmes, les questions de sécurité. La délégation canadienne était composée de membres du gouvernement, du Parlement, des hommes d'affaires, d'ingénieurs, d'artistes et experts en développement, en environnement et en santé.

Objectif Afrique – 09 novembre 2018

- **Burkina : Conclusions préliminaires de la mission FMI d'octobre 2018**

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) a séjourné à Ouagadougou du 18 au 30 octobre 2018. Selon ses estimations, la croissance burkinabè devrait se stabiliser à 6% en 2018, mais les perspectives sont susceptibles d'être révisées à la baisse car "les menaces sécuritaires pourraient commencer à peser sur le secteur minier et le tourisme, tandis que les tensions sociales pourraient continuer d'affecter la perception des recettes publiques et accentuer les pressions en faveur d'une augmentation des dépenses courantes réduisant les dépenses prioritaires". L'inflation devrait rester voisine de 2% par an. La dette publique serait inchangée à 37,7% du PIB. Le programme FMI appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) vise une réduction du déficit budgétaire global à 3% du PIB d'ici 2019 contre 8% en 2017.

- **Burkina Faso : Activités des Etablissements publics de l'Etat (EPE)**

L'AG des Etablissements publics de l'Etat (EPE) a clos sa 19ème session, le 19 octobre 2018 à Ouagadougou, après l'examen des rapports de 99 EPE dont 17 Fonds nationaux. Pour 2017, les niveaux de réalisation des prévisions des recettes sont jugés assez satisfaisants dans tous les secteurs, dans la mesure où 54 des 82 EPE ont enregistré des taux de recettes supérieurs à 80%. Le montant global total des recettes (207,2 Mds FCFA/315 MEUR) est en hausse de 13,3% et celui des dépenses (160,8 Mds FCFA/245 MEUR) en hausse de 14,9%. Les arriérés de paiement qui s'élèvent à 58,1 Mds FCFA (88 MEUR) sont ainsi couverts à hauteur de 126,7% par un solde de trésorerie de 73,6 Mds FCFA (112 MEUR). Pour les fonds nationaux, le montant des recettes est en hausse de 187,5% en 2017 et celui des dépenses en baisse de 52,2%. A souligner que 17 EPE sont en dessous de la norme.

- **Niger : Abrogation d'une convention de crédit signée entre le Niger et Pékin**

Le 30 septembre 2013, une Convention cadre de crédit d'un montant de 1 Md USD (soit l'équivalent de 480 Mds FCFA/731 MEUR) avait été signée à Pékin, entre le Gouvernement de la République du Niger et la Banque Export-Import de Chine (Exim-Bank) pour le financement d'un certain nombre d'actions gouvernementales prioritaires. Toutefois, cette Convention n'a pu entrer en vigueur puisque des conditions cumulatives, notamment la signature d'un contrat de vente de brut à l'opérateur chinois et d'une convention portant projets prioritaires à être financés, n'ont pas été remplies. Le conseil des ministres du Niger du 02 novembre 2018 a présenté un projet de loi pour abroger ladite convention, projet qui sera transmis à l'assemblée nationale dans les prochains jours.

- **Niger : Plusieurs projets adoptés au conseil des ministres du 2 novembre 2018**

Le conseil des ministres du 02 novembre 2018 a notamment adopté : le projet de décret portant affectation des ressources du Fonds d'Investissement pour le Développement au financement du Programme de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Transition vers la Télévision Numérique Terrestre au Niger au titre de l'exercice 2018 ; le projet de décret portant régime des Contrats de Partenariat Public Privé. Le conseil a également validé la ratification d'un accord-cadre de 30 MUSD entre la République du Niger et la Banque

Islamique de Développement (BID), pour le financement d'un projet d'électrification rurale par voie solaire décentralisée qui vise notamment l'installation de 3 centrales solaires (capacité totale de 9,3 MWC), d'un réseau de distribution d'environ 144 kilomètres de lignes MT et 122 kilomètres de lignes BT, de transformateurs de distribution d'une capacité totale de 8 MVA et d'une connexion client à l'aide de compteurs prépayés.

- **Le gouvernement nigérien octroie 4 blocs d'exploration pétrolière à Oranto**

Le ministère burkinabè du Pétrole a octroyé quatre blocs d'exploration situés dans les bassins du Ténéré et de l'Agadem, à la société nigérienne d'exploration Oranto Petroleum. En échange de cette opération, le Niger s'attend à des relevés techniques permettant d'évaluer le potentiel du site. C'est à la suite de la fourniture de ces données que la firme nigérienne prendra des parts sur les périmètres pour envisager de les développer. Ces blocs R5 et R6 sont adjacents aux blocs R1 et R2 qui sont des contrats de partage de production et qui ont fait l'objet, en mai dernier, d'une prolongation d'un an de la période d'exploration.

- **Niger : Un hôtel présidentiel Radisson Blu à Niamey prévu en 2019**

Le groupe hôtelier américain Radisson a annoncé, le 6 novembre 2018, la construction de son tout premier projet à Niamey dont la première pierre a été posée en juillet 2018. Prévu pour ouvrir en 2019, le Radisson Blu Niamey est situé au centre-ville de la capitale, à 8 km de l'aéroport, non loin du palais présidentiel et de l'hôtel de ville. D'un coût global de 50 MEUR, soit 32,8 Mds FCFA, l'hôtel, dont les travaux sont financés et réalisés par la société turque Summa, devrait être inauguré fin mai 2019 pour accueillir des délégations du sommet de l'UA que le Niger abritera en juin 2019. Ce complexe de 5 étoiles sur 17 niveaux, s'étendra sur 21.000 m², pour une capacité de 190 chambres. Le groupe qui compte 90 hôtels et plus de 18.000 chambres en opération et en développement dans 31 pays en Afrique, ambitionne atteindre 130 hôtels et plus de 23.000 chambres sur le continent d'ici 2022.

- **Niamey va se doter d'une centrale électrique solaire**

L'Agence française de développement (AFD) a annoncé le 1er novembre 2018 la future construction d'une centrale solaire à 20 km de Niamey, d'une puissance de 20 MW extensible à 30 MW, selon le directeur de la société nigérienne d'électricité (Nigelec). L'AFD et l'Union européenne financeront ce projet à hauteur de 18,7 Mds FCFA (28,5 MEUR). L'entreprise qui sera en charge de la construction de la centrale n'a pas encore été choisie. La mise en service est prévue pour 2021. Ce sont ainsi deux centrales solaires qui doivent voir le jour au Niger, la seconde étant celle d'Agadez, une centrale hybride (thermique-photovoltaïque) qui coûtera 32 MEUR et dont le financement sera également assuré par l'AFD et l'Union européenne. Les 21 MW produits par cette dernière devraient alors être suffisants pour une consommation aujourd'hui estimée à 8 MW.

- **Burkina Faso : visite du président du Libéria Georges Weah à Ouagadougou**

Le président libérien Georges Weah a effectué une visite de 48h, le 30 octobre 2018, au Burkina Faso. Reçu au Palais de Kossyam par le Président Roch Kaboré, les deux chefs d'Etats ont évoqué leur souhait de relancer les relations bilatérales entre les deux pays et notamment l'organisation d'une future commission mixte de coopération entre le Burkina Faso et le Libéria qui ne s'est pas tenue depuis 10 ans.

- **Burkina Faso-Maroc : Roch Marc Christian Kaboré a participé au forum MEDays**

La 11ème édition du Forum MEDays qui s'est tenue du 7 au 10 novembre à Tanger a été marquée par la participation du président Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso. Cette onzième édition a notamment porté sur l'intégration régionale et continentale, les défis sécuritaires en Afrique, les nouvelles dynamiques de coopération, et les enjeux économiques et diplomatiques face aux disruptions de l'ordre international. Un focus particulier a été donné aux relations Chine-Afrique et au projet de "la nouvelle route de la soie" autour duquel la Chine souhaite organiser un dialogue pour aligner les stratégies de développement africain avec sa stratégie internationale.

Objectif Afrique – 16 novembre 2018

- **Avec 24,4% de produits nigériens achetés au 1er trimestre 2018, la Chine est le premier importateur au Niger**

Selon des chiffres de l'Institut national de la statistique du Niger, la Chine s'impose comme la principale origine des importations du Niger au 1er trimestre 2018, avec 24,4% de taux d'importation pour 83,8 milliards FCFA (127 MEUR). Elle serait suivie par la France (20,6%), la Thaïlande (9%), les Etats-Unis (6,6%) et le Nigeria (6,4%). Par contre, la Chine ne figure pas dans le trio de tête des pays exportateurs du Niger au 1er trimestre 2018, au contraire de la France (25,7%) ou du Nigéria (19,5%).

- **Burkina Faso : le budget de l'Etat exercice 2018 revu à la baisse**

Le 13 novembre 2018, l'Assemblée nationale a adopté la loi de finances rectificative 2018 dans laquelle le budget a été revu à la baisse. L'Etat envisage de réaliser désormais 1.700,9 Mds FCFA (± 290 MEUR) contre 2.018,15 Mds FCFA (± 307 MEUR) prévus initialement en termes de recettes et 2.000,2 Mds FCFA (± 305 MEUR) de dépenses contre 2.441,3 Mds FCFA (± 372 MEUR). Le réajustement fait notamment suite au contexte socioéconomique et à la situation sécuritaire particulièrement difficiles auxquels le Burkina Faso doit faire face. La ministre déléguée chargée du budget, Edith Clémence Yaka, a néanmoins assuré que le réajustement ne devrait pas impacter les appels d'offres déjà lancés. Elle a toutefois indiqué l'urgence à maîtriser l'évolution de la masse salariale avec le risque qu'elle dépasse les 55% en 2019 contre 53% actuellement.

- **L'Union européenne et le Burkina Faso renforcent leur coopération**

Le Président du Burkina Faso a signé avec l'Union européenne deux nouveaux accords d'un montant de 15 MEUR visant à soutenir la culture et l'égalité des genres au Burkina Faso. Le premier (10 MEUR) couvre la période 2018-2022 et met l'accent sur la création d'emplois dans les filières culturelles prioritaires que sont l'image (cinéma et vidéo), les arts de la scène (musique, théâtre, conte, danse), l'artisanat d'art et les arts appliqués. Le deuxième accord (5 MEUR) de soutenir l'action du Gouvernement dans les trois domaines suivants : l'établissement d'un budget de l'Etat burkinabé, la lutte contre les violences sexistes, et la participation des femmes au processus de décision politique. Ces nouveaux engagements financiers font partie de la coopération globale de l'UE avec le Burkina Faso, évaluée à environ 980 MEUR entre 2014 et 2020.

- **Burkina Faso : +4,10% pour l'aide publique au développement**

Selon le rapport sur la coopération pour le développement de 2017 publié le 8 novembre 2018 par la Direction générale de la coopération (DGCOOP) du MINEFID, l'aide publique au développement en faveur du Burkina a augmenté de 4,10% entre 2016 et 2017. Elle s'établit à 663,1 milliards FCFA (1 Md EUR) en 2017 contre 649 milliards FCFA (989 MEUR) en 2016. Les secteurs les plus soutenus par cette aide sont le sylvo-pastoral (260,2 MUSD) et le suivi de l'environnement-eau-assainissement (194,4 MUSD). Le volume le plus important d'APD provient des partenaires multilatéraux avec un montant de 649 MUSD (71,7% de l'APD), suivis des partenaires bilatéraux (424,9 MUSD) et des ONG (65,8 MUSD). Les principaux donateurs sont : la Banque mondiale (196,6 MUSD, soit 17,3% de l'APD totale), suivie de l'Union européenne (17,0%), du SNU (10,0%), des Etats-Unis (9,2%) et de la France (7,3%).

- **Niger : 27.500 millions de FCFA sur le marché financier de l'UEMOA**

La Direction générale du trésor et de la comptabilité publique du Niger a obtenu 27,500 milliards FCFA (± 42 MEUR) au niveau du marché financier de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), à l'issue de son émission de bons assimilables du trésor (BAT), d'une durée de 6 mois. Le Niger recherchait 25 milliards FCFA (± 38 MEUR), pour un montant global des soumissions de 48,56 milliards FCFA (± 74 MEUR), ce qui donne un taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions de 194,24%.

Mais, seuls 27,5 milliards FCFA ($\pm 41,9$ MEUR) ont été retenus. Le rendement moyen pondéré se situe à 6,26%.

- **Burkina Faso : Nouveau mécanisme de détermination des prix des hydrocarbures**

Le Conseil des ministres du Burkina Faso du 8 novembre 2018 a adopté un rapport relatif à la sécurisation de l'approvisionnement du Burkina Faso en hydrocarbures à travers un Schéma d'apurement de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) et d'un nouveau mécanisme de détermination des prix des hydrocarbures. Le Conseil a ainsi décidé d'une hausse de 75 FCFA (0,11 EUR) par litre du prix à la pompe de l'essence super et du gasoil à compter du 9 novembre 2018. Les prix à la pompe des hydrocarbures, le Super 91 et le Gasoil, passent respectivement de 602 à 677 FCFA (1,03 EUR) et de 526 à 601 FCFA (0,92 EUR). Il reste à savoir qu'elles seront les répercussions de cette hausse sur le climat social car les autorités devront trouver des mesures d'atténuation pour éviter la flambée des prix des autres produits.

- **Niger : forum des jeunes entrepreneurs**

A l'occasion de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, le Niger a organisé le 12 novembre un forum des jeunes entrepreneurs (FJE). L'objectif était de sensibiliser les jeunes sur l'importance de l'entrepreneuriat et leur montrer des méthodes de réussite pour ceux qui veulent entreprendre. Les échanges ont porté en particulier sur la culture entrepreneuriale au Niger, le mécanisme de financement des entreprises et l'agrobusiness. Selon le ministre de l'Entrepreneuriat des jeunes, Ibrahim Issifi Sadou, ce type d'événement a pour but d'explorer les opportunités, mais aussi de lever les obstacles auxquels peuvent être confrontés les jeunes entrepreneurs grâce aux échanges et au partage d'expériences. Cet événement a permis également de montrer le savoir-faire des jeunes entrepreneurs nigériens.

Objectif Afrique – 23 novembre 2018

- **Les échanges de la France avec le Burkina et le Niger divergent à fin oct 2018**

Sur les 9 premiers mois 2018, les exportations de la France vers le Burkina Faso sont en hausse de +8,5% avec un volume de 197,7 MEUR, tandis que nos exportations vers le Niger chutent de -27,2% avec un volume de 82,0 MEUR (moyenne Afrique de l'Ouest à -17,4%).

Sur la même période, les importations de la France en provenance du Burkina Faso sont en baisse de -21,7% avec un volume de 14,6 MEUR, tandis que nos importations en provenance du Niger s'effondrent à -97,9% avec un volume de 4,6 MEUR (moyenne Afrique de l'Ouest à +22,7% essentiellement dû à la reprise des exportations nigérianes de brut).

A l'échelle de l'Afrique subsaharienne (52 pays), le Burkina est le 13ème pays importateur de produits français (197,7 MEUR/+8,5%), le 24ème pays exportateur vers la France (14,6 MEUR/-21,7%) et son 8ème solde positif (+183,2 MEUR). De son côté, le Niger est le 20ème client de la France (82,0 MEUR/-27,2%), le 36ème fournisseur (4,6 MEUR/-97,9%) et est devenu son 13ème solde positif (+77,4 MEUR) après avoir été longtemps l'un de ses plus importants soldes négatifs.

En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire (760,4 MEUR/-12,1%) est le 1er client de la France, devant le Sénégal (567,6 MEUR/+0,9%) qui a "doublé" le Nigeria (423,1 MEUR/-51,5%).

- **L'OPEP accorde un prêt de 15 MUSD pour le financement partiel de la voie express reliant l'aéroport Diiori Hamani au centre-ville de Niamey**

A travers le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID), l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) financera partiellement, et à hauteur de 15 MUSD (13,2 MEUR) le projet de construction de la voie express reliant l'aéroport international Diiori Hamani au centre-ville de Niamey. Selon le gouvernement qui a voté un projet de loi autorisant la ratification de ce prêt signé le 12 octobre 2018, à Niamey, cet accord a pour objectif global de soutenir le développement socio-économique du Niger, par le biais d'une infrastructure de transport améliorée, qui permettra en particulier la connectivité et

l'amélioration de l'accessibilité de l'aéroport international Diiori Hamani au centre-ville de Niamey. Pour mémoire, les travaux d'aménagement et de bitumage de la voie express devant relier l'aéroport international Diiori Hamani au centre-ville de Niamey, pour un coût de près de 21 milliards FCFA (31 MEUR), ont été lancés en mai dernier par l'entreprise française Sogea Satom et sont prévus pour durer 12 mois.

- **Bénin-Niger: l'OPEP accorde un prêt de 22 MUSD pour financer la réhabilitation du corridor Cotonou-Niamey**

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) va décaisser 22 MUSD pour financer la réhabilitation du corridor Cotonou-Niamey, a indiqué le gouvernement béninois. Le prêt qui sera accordé via le fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) devrait servir au financement de la section Bérubouay-Malanville du corridor Cotonou-Niamey, qui s'étend sur une longueur de 169,4 km. S'ajoutant aux 111 MUSD obtenus de la part de la Banque islamique de Développement (BID), en avril 2018, ce nouveau prêt vient boucler le financement nécessaire pour mettre en place le projet de réhabilitation. Les travaux devraient également prendre en compte l'aménagement de 65 km de pistes en terre, la construction de 15 salles de classe, 2 centres de santé, 8 marchés ainsi que 10 forages. Ces investissements entrent dans le cadre du programme d'action du gouvernement de Patrice Talon, couvrant la période 2016-2021.

- **Burkina Faso : 5 projets solaires donnant la part belle à la France se concrétisent**

Le conseil des ministres du 14 novembre 2018 a adopté un rapport relatif à une autorisation de contractualisation de promoteurs privés, afin de construire des centrales solaires photovoltaïques au Burkina Faso. Ces projets, sous forme partenariat public privé (PPP) et d'achat d'électricité (PPA) permettront d'injecter 155 MW d'énergie solaire dans le réseau de distribution de l'opérateur public Sonabel. Les promoteurs retenus sont : le groupement Soltech (Belgique)/Quadran (France)/Syscom (Burkina Faso) pour les centrales solaires de Zano (20 MW) et Dédougou (15 MW) ; la compagnie financière française Naange pour la centrale solaire de Kalzi (30 MW) ; la société française Urbasolar pour la centrale solaire de Pâ (30 MW) ; Africa-Ren (Greenwish Partners, société d'investissement française) pour la centrale solaire de Kodéni (30 MW) ; Green Yellow (filiale du groupe français Casino) pour une centrale solaire à Ouagadougou (30 MW).

- **Découverte d'un nouveau bassin pétrolier au Niger**

Le Niger confirme la découverte par la compagnie algérienne Sonatrach d'un nouveau bassin pétrolier à Kafra, au nord du pays sahélien. Le gisement étant mitoyen du bassin pétrolier algérien de Taffassasset, c'est la filiale internationale de la compagnie algérienne Sonatrach qui avait relancé la prospection en 2005. Les premiers forages s'étaient révélés positifs en mars dernier. Le 15 novembre, le gouvernement de Niamey a signé un avenant au contrat de partage de production du Niger avec Sonatrach. L'exploitation pourrait commencer dès la fin de l'année et fournir à terme 90.000 barils/jour supplémentaires au Niger, soit quintupler une production qui avait démarré en 2011 grâce au gisement d'Agadem, dans le sud-est du pays.

- **Le Niger souhaite doubler sa production d'électricité d'ici 2024**

Le gouvernement du Niger serait en pourparlers avec trois entreprises chinoises pour développer d'ici 2024 une centrale au charbon de 200 MW dans le centre du pays, qui "permettra de créer un réseau interconnecté avec le Nigéria" a déclaré un responsable du ministère nigérien de l'Énergie, en marge d'une réunion des producteurs d'énergie ouest-africains. Le gouvernement nigérien prévoit également de construire deux centrales solaires de 7 MW et 20 MW, ainsi qu'une centrale hybride de 19 MW. Ces projets seraient financés par l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et la Banque ouest africaine de développement.

- **Burkina Faso : inauguration du 4ème échangeur de Ouagadougou**

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a procédé le 15 novembre 2018 à l'inauguration de l'échangeur du Nord de Ouagadougou. Il s'agit du plus grand échangeur du pays, situé dans le quartier de Tampuy, au centre-nord de la capitale, construit en 36 mois par l'entreprise française Sogea Satom (Groupe Vinci). D'un coût estimé à 70 Mds FCFA (± 107 MEUR), il a été financé en PPP entre l'Etat burkinabè et le Groupe Bank of Africa (BOA) Burkina, majoritairement détenu par la BMCE Bank marocaine. La convention de réalisation prévoit un remboursement au bout de 10 ans après 3 ans de différé.

- **Le président du Faso en visite officielle au Japon**

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a effectué sa première visite officielle à Tokyo au Japon du 18 au 22 novembre 2018 où il s'est entretenu avec les plus hautes autorités au sujet du renforcement de la coopération bilatérale. A travers son agence de coopération internationale japonaise (JICA), le Japon intervient notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures, de l'eau et dans l'agriculture (aménagement de bas-fonds pour la production du riz, recherche de semences améliorées). Accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires, le président du Faso a présidé également le 1er forum économique Burkina Faso-Japon. En marge de cette visite, les sapeurs-pompiers des villes de Tokyo et de Yokohama ont fait un don de matériel à leurs homologues burkinabè (2 véhicules d'incendie, 3 ambulances, des lits, matelas et couvertures).

valerie.traore@dgtrésor.gouv.fr

Objectif Afrique – 30 novembre 2018

- **Obligations assimilables du Trésor : le marché peu favorable pour le Burkina**

Le 14 novembre 2018, le Burkina Faso lançait un avis d'appel d'offres pour des obligations assimilables du Trésor. Le montant sollicité était de 30 milliards FCFA ($\pm 45,7$ MEUR). A la fin de l'opération sur le marché boursier, le pays a récolté seulement 13,689 milliards FCFA ($\pm 20,9$ MEUR), soit un taux de couverture de 47,85%. Une mauvaise affaire pour le Burkina qui avait pourtant fait une bonne moisson lors de l'appel d'offres du 17 octobre dernier : sur les 20 milliards FCFA ($\pm 30,5$ MEUR) recherchés, le pays avait reçu 24.892,83 millions FCFA (± 38 MEUR), soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 124,46%. Le Trésor burkinabè a décidé de lancer un autre appel d'offres le 28 novembre avec un montant mis en adjudication fixé à 30 milliards FCFA ($\pm 45,7$ MEUR) pour une durée de 6 mois...

- **Le Niger obtient 22.869 millions FCFA sur le marché financier de l'UEMOA**

La Direction générale du trésor et de la comptabilité publique du Niger a obtenu 22,869 milliards FCFA (environ 35 MEUR) au niveau du marché financier de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), à l'issue de son émission d'obligations assimilables du Trésor (OAT), d'une durée de 36 mois. Le Niger recherchait 30 milliards FCFA (46 MEUR), ce qui donne un taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions de 76,23%. Le rendement moyen pondéré se situe à 8,10%.

- **Campagne agricole sèche 2018-2019 au Burkina Faso : De bons résultats attendus**

Placée sous le thème "contribution de la production de saison sèche à l'atteinte d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable", la campagne agricole sèche 2018-2019 a été lancée le 24 novembre 2018 par le ministre burkinabè des Ressources animales et halieutiques dans le Boulkiemde (Région Centre-Ouest) : 4,93 millions de tonnes de céréales sont attendues, soit une augmentation de 22% par rapport à la campagne écoulée. Le bilan céréalier excédentaire brut devrait être de 4.097 tonnes avec un taux de couverture des besoins de 404% contre 88% en 2017/2018. Les cultures maraichères sont quant à elles estimées à 2,25 millions de tonnes avec notamment 930.854 tonnes d'oignon bulbe, 42.780 tonnes de céréales dont 32.000 tonnes de riz et 10.600 tonnes de maïs, 803.500 tonnes de fruits dont 480.000 tonnes de mangues.

- **1^{ère} édition du Salon de l'Élevage au Burkina Faso (SABEL)**

Placée sous le patronage du Président du Faso et le parrainage du ministre des Ressources animales et halieutiques de la République de Côte d'Ivoire, la 1^{ère} édition du Salon de l'Élevage au Burkina Faso (SABEL) se tient à Ouagadougou sur le site du SIAO du 27 novembre au 01 décembre 2018. Sous le thème "Place des productions animales et halieutiques dans le développement des bases productives et de compétitivité de l'économie nationale", le salon devrait accueillir des participants de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, de la France et des treize régions du Burkina Faso.

- **Niger : Mise en service d'une centrale solaire photovoltaïque de 7 MW à Malbaza**

La centrale solaire photovoltaïque de 7 MW à Malbaza dans la région de Tahoua a été inaugurée le 24 novembre 2018, a annoncé la ministre nigérienne de l'Énergie Amina Moumouni. Cette centrale est la première installation du genre au Niger. Financée par l'Inde pour plus de 14 Mds FCFA (±21,3 MEUR), elle va permettre d'accroître la production nationale d'électricité provenant actuellement de deux structures que sont la Société nigérienne du Charbon d'Anou Araren (Sonichar, à base de charbon) et la Nigelec (à partir de combustible diesel). A noter que la société nationale Nigelec compterait porter à 100 MW la part du solaire dans son offre d'ici 2021 : une centrale solaire de 20 MW est déjà en projet à la périphérie de Niamey.

- **Niger : Bilan de la Sonibank sur ces trois dernières années**

La Sonibank a enregistré ces trois dernières années des profits de 14 milliards FCFA (21 MEUR), décomposés en 5 milliards en 2015, 4,1 milliards en 2016 et 4,8 milliards en 2017. Ces profits sont en légère baisse par rapport aux trois années précédentes où la banque avait enregistré des résultats nets de 15,6 milliards FCFA (24 MEUR). Le total bilan et les fonds propres effectifs sont par contre en hausse constante, de même que le chiffre d'affaires, à part pour l'année 2016. La Sonibank a été créée le 1^{er} septembre 1990 grâce au concours de l'État du Niger, de la BCEAO, de la BOAD, de la Chambre de commerce, de la Société tunisienne de banque (STB) et de privés nigériens. Elle détient 23% des parts de marché du secteur bancaire nigérien.

- **Niger : Visite officielle du Président de la République en Arabie Saoudite**

Le Président de la République du Niger a effectué une visite officielle à Riyad en Arabie Saoudite. Il a notamment été reçu par le Gouverneur de la Région de Riyad, le ministre de l'Hydraulique et de l'Environnement et le Maire de Riyad. Le 26 novembre, il s'est entretenu avec le roi d'Arabie Saoudite avant de recevoir, dans l'après-midi, le vice-ministre saoudien des Affaires étrangères et le ministre saoudien des Finances. Outre la Première Dame Hadjia Aissata Issoufou Mahamadou, le Chef de l'État est accompagné du Ministre, Directeur de cabinet du Président de la République, du ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'étranger et du ministre de la Défense nationale.

Objectif Afrique – 07 décembre 2018

- **Dialogue Etat/Secteur privé : booster l'industrie et l'artisanat**

Lors de la rencontre nationale Etat/Secteur privé du 26 au 27 novembre 2018 à Bobo-Dioulasso sous le thème "Secteur privé et défis de la transformation industrielle et artisanale", les acteurs se sont entendus sur les moyens de renforcer le cadre actuel de dialogue et d'impulser un nouveau souffle à la rencontre. Le Conseil national du patronat burkinabè et la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina ont insisté sur la nécessité de renforcer des investissements dans le secteur industriel et dans les agropoles et d'adopter une fiscalité adaptée. Pour sa part, le secteur de l'artisanat contribue pour près de 30% au PIB et emploie environ 2 millions de personnes, mais il reste confronté à la contrefaçon, à l'envahissement des produits étrangers et au coût élevé des facteurs de production.

- **Niger : 24,5 MEUR de la BAfD en soutien aux réformes économiques**

Satisfait des résultats de la mise en œuvre de la 1^{ère} phase du Programme d'appui aux réformes et à la résilience économique (PARRE) au Niger, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a accordé, le 27 novembre 2018, une nouvelle assistance financière de 28 MUSD (24,5 MEUR), répartie en un prêt du Fonds africain de développement de 14 MUSD et un don de la Facilité d'appui à la transition (FAT) du même montant, afin de financer la 2^{ème} phase du programme. Le PARRE II a pour but d'appuyer l'accélération de la croissance économique du Niger, avec un accent particulier mis sur le renforcement de sa résilience face aux chocs climatiques. Parmi ses objectifs spécifiques : l'accroissement des recettes fiscales nationales, l'amélioration de la transparence du système de passation des marchés, l'assainissement du climat des affaires, ainsi que le développement de chaînes de valeurs agricoles et minières à travers un meilleur accès à l'électricité, à l'eau et aux financements pour les PME.

- **Le Niger récolte 27,5 milliards FCFA auprès des investisseurs de l'UEMOA**

A l'issue d'une émission par adjudication de bons assimilables du Trésor (BAT), lancée le 30 novembre dernier sur le marché des capitaux de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Niger a pu collecter la somme de 27,5 milliards FCFA (42 MEUR) alors que la demande initiale était de 25 milliards FCFA (38 MEUR). Le rendement moyen pondéré s'est établi à 6,5% avec un taux d'intérêt marginal qui s'est situé également à 6,5%. Cette émission d'une durée de 12 mois arrivera à échéance en décembre 2019.

- **Barrage Kandadji au Niger : 436 MUSD mobilisés pour la réinstallation des populations**

La Banque africaine de développement (BAfD) a accueilli une table ronde des partenaires techniques et financiers, le 30 novembre 2018 à Abidjan, sur le financement du Plan d'action de réinstallation (PAR 2) de la deuxième vague des populations concernées par le programme Kandadji, au Niger. Environ 436 MUSD ont été mobilisés pour la mise en œuvre du PAR 2, pour un besoin de 432 MUSD. Ce fort niveau d'engagement des partenaires (dont l'AFD) témoigne de leur détermination commune à accompagner le gouvernement du Niger dans ses efforts à voir ce projet phare aboutir. Le PAR 2 poursuit la réinstallation des populations qui seront affectées par la construction du barrage et permet d'accélérer le processus. Près de 50.000 personnes situées dans 24 villages seront concernées par cet aménagement.

- **Niger : le Groupe Al Izza se lance dans la finance islamique au Niger**

Le Groupe Al Izza crée la société Al Izza Finance Islamique, spécialisée comme son nom l'indique, dans cette activité. Dotée d'un capital de 300 millions FCFA (500 KEUR), cette nouvelle branche du groupe Al Izza au Niger proposera une gamme de produits de la finance islamique inclusive, allant de la mobilisation de l'épargne et dépôts des clients, au financement des besoins de la clientèle, et à la participation aux projets d'investissement.

- **Burkina : Un nouvel hôtel dans la ville de Koudougou**

Le PDG de la chaîne des hôtels Splendid, Emmanuel Yamba Zongo, a voulu doter sa ville natale Koudougou (centre-ouest) d'un hôtel de grand standing. C'est chose faite avec l'inauguration du Splendid hôtel Koudougou le 1^{er} décembre 2018. L'hôtel (R+3) a été construit sur une superficie de 32.700 m² et il est doté d'une capacité d'accueil de 111 chambres privilèges et de trois 3 suites ministérielles. La directrice générale, Madeleine Zongo, a souligné que le projet de construction avait été notamment accompagné par Coris Bank International.

- **Burkina : L'établissement de microfinance Microcred devient Baobab Burkina**

Installée au Burkina depuis le 16 septembre 2016, l'institution financière Microcred Burkina est devenue Baobab Burkina le 30 novembre 2018, une filiale du groupe de microfinance fondé par Arnaud Ventura en 2005. Au Burkina, l'institution compte 159 employés, opérant

dans cinq agences dont quatre à Ouagadougou et une à Bobo-Dioulasso. Au 31 octobre 2018, Baobab Burkina comptait 15.837 clients avec 27 milliards FCFA (41,1 MEUR) de crédits octroyés. Le groupe Baobab a des filiales en Chine, en France et dans neuf pays africains. Au total, le groupe compte 730.000 clients et 3.917 employés répartis dans les pays où il est présent, avec un crédit déboursé à hauteur de 850 MEUR.

- **Burkina: deux structures françaises vont former 80 entrepreneurs informels**

L'entreprise française de gestion d'énergie et des automatismes Schneider Electric et le réseau associatif de financement des créateurs/repreneurs d'entreprise Initiative France vont financer, former et suivre pendant 4 ans 80 créateurs d'entreprises informelles du secteur de l'énergie au Burkina Faso. Ce programme prévoit un financement et un accompagnement personnalisé qui se déclinent en quatre volets : une formation technique des porteurs de projets, une aide au business plan et au montage financier desdits projets, un octroi de prêts à taux zéro sans garantie, remboursables sur deux à cinq ans, avec un suivi des remboursements et un accompagnement post-crédation de l'entreprise. Chaque porteur de projet pourra bénéficier d'un financement de près de 400.000 FCFA (600 EUR) pour acquérir de l'équipement en lien avec son activité.

- **Niger : La DGI impose la fermeture de locaux d'Orange Niger à Niamey**

Communiqué de la Direction Générale d'Orange Niger du 30 novembre A la suite d'un redressement fiscal contestable d'un montant de plus de 22 milliards FCFA (33,5 MEUR), la Direction Générale des Impôts du Niger a ordonné, ce 29 novembre 2018, dans un très court délai après la notification du redressement, la "*Fermeture des locaux à usage professionnel pour non-paiement d'impôt*" d'Orange Niger. Orange Niger, ainsi que tous les opérateurs concernés par ces redressements, conteste cette décision et a formulé un recours. Pour rappel Orange Niger est un acteur majeur de l'économie du Niger et compte 2,4 millions de clients. Avec ses 532 salariés, Orange représente plus de 52 000 emplois directs et indirects au Niger. L'impact de ses activités télécoms et sociétales représentent 2,89 % du PIB national du pays.

Objectif Afrique – 14 décembre 2018

- **La loi de finances 2019 adoptée par le parlement nigérien**

Les députés nigériens ont adopté le 8 décembre 2018 la loi de finances pour l'année 2019 qui prévoit un budget annuel global de 2.050,76 milliards FCFA (3,1 milliards EUR), en hausse de 3,6% (70,8 milliards FCFA) par rapport à la LFR2 2018 et de 7,9% (149,9 milliards FCFA) par rapport à la LFI 2018. C'est la première fois que le budget du Niger passe la barre de 2.000 milliards FCFA (3 milliards EUR). Cette enveloppe budgétaire équilibrée en recettes et en dépenses est répartie comme suit : 20,5% pour l'éducation nationale, 16,9% pour le développement rural et la sécurité alimentaire, 14,4% pour la sécurité et 10,2% pour la santé.

- **Le FMI s'engage pour consolider la stabilité macroéconomique du Niger**

Le 10 décembre 2018, le Fonds monétaire international (FMI) a achevé la 3^{ème} revue du programme économique et financier du Niger appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC). L'achèvement de la revue permet de décaisser 14,1 millions de DTS (environ 17 MEUR), ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 56,4 millions de DTS (±69 MEUR). Le conseil d'administration a également approuvé la demande de dérogation des autorités pour non observation du critère de performance sur l'apurement des arriérés de paiement intérieurs. Par ailleurs, en raison des déficits de financement imprévus dus à la situation sécuritaire, aux difficultés du secteur de l'uranium et aux besoins en matière de sécurité alimentaire, le conseil d'administration du FMI a accepté de porter l'accès aux ressources au titre de la FEC à 118,44 millions de DTS (±144 MEUR, soit 90% de la quote-part du Niger).

- **Le Burkina Faso engrange 68 milliards FCFA de dons divers**

Le 3 décembre 2018, le gouvernement burkinabè a signé deux accords de financement. Le premier avec la Banque mondiale concerne un don de 50 milliards FCFA (±76,2 MEUR) destiné à soutenir le Projet d'urgence pour le financement des dépenses récurrentes (PUFDR). Ce projet vient aider le gouvernement dans ses efforts d'amélioration de la sécurité alimentaire, de l'offre des services de base en matière de santé et d'éducation dans les régions touchées par la crise, notamment celles du Nord, du Sahel et de l'Est du pays. Le second accord, signé avec l'Allemagne, concerne un don de 18,4 milliards FCFA (±28 MEUR) qui servira à financer la phase III du fonds de développement communal (FDC) et à soutenir le secteur de l'eau et de l'assainissement.

- **Burkina Faso : la BADEA finance deux projets à hauteur de 40 MUSD**

Le gouvernement burkinabè et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ont signé le 6 décembre en Mauritanie, deux accords de financement sous forme de prêts à hauteur de 40 MUSD pour le financement de deux projets. Le premier projet estimé à 20 MUSD porte sur la construction de la route Tougan-Ouahigouya. Le second projet porte sur la mise en place d'une ligne de crédit de 20 MUSD ayant pour objectif de contribuer au développement de l'emploi et des activités génératrices de revenus au Burkina Faso. Ce financement viendrait en appui aux différents secteurs de l'économie, tels que l'agriculture, l'agro-industrie, le transport, l'artisanat et les activités éligibles au secteur informel.

- **Burkina Faso : le Fonds vert pour le climat approuve 24,3 MEUR pour un projet solaire**

Le Fonds vert pour le climat (GCF) a récemment approuvé une enveloppe de 24,3 MEUR afin de participer au projet de déploiement de mini-réseaux solaires dans 100 villages du Burkina Faso, dans le cadre du projet dénommé "Yeelen". Cette somme représente la moitié de l'investissement nécessaire à la réalisation du projet dont le but est de réduire la dépendance du pays à l'égard des combustibles fossiles et faciliter l'accès à l'électricité. Seulement 3% des zones rurales sont électrifiées au Burkina Faso.

- **L'UE et la BEI vont financer un programme d'électrification rurale au Niger**

L'Union européenne et la Banque européenne d'investissement vont soutenir le Programme d'électrification rurale du Niger. Ainsi, les deux structures ont signé avec le gouvernement nigérien, en marge du Sommet du G5 Sahel tenu le 6 décembre 2018 à Nouakchott en Mauritanie, une convention de financement d'un montant de 75 MEUR (49,2 milliards FCFA) pour mener à bien ce programme. Ce montant est composé de 18 MEUR en don de l'Union européenne et le reste sous forme de prêt de la Banque européenne d'investissement.

- **Le Niger abroge définitivement le prêt de 1 milliard USD de l'Exim-Bank chinoise**

L'assemblée nationale du Niger a adopté le 6 décembre le projet de loi portant abrogation de la convention cadre de crédit signée le 30 septembre 2013 à Beijing (Chine) entre le gouvernement du Niger et la Banque Export Import de Chine (Exim Bank) d'un montant de 1 milliard USD (480 milliards FCFA), relative au financement de divers projets au Niger. Cette convention de prêt entre le gouvernement du Niger et Exim Bank avait fait l'objet de nombreuses controverses.

- **Burkina Faso : Un nouveau projet pour promouvoir les filières agricoles**

Le ministère burkinabè de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques a mis en place, avec l'appui du Fonds international de développement agricole (FIDA), le Projet d'appui à la promotion des filières agricoles (PAPFA) lancé le 23 novembre 2018 à Ouagadougou. D'un coût global de 71,7 MUSD (41,47 milliards FCFA), le PAPFA couvre les régions des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun et touchera directement près de 57.000 ménages, soit 342.000 producteurs affiliés aux Chambres régionales d'agriculture (918 sous-projets d'accès au marché, réhabilitation de 3.000 ha de bas-fonds, réalisation de 800 ha de petits périmètres maraîchers, aménagement de 100 km de pistes de desserte, réalisation de

90 magasins de stockage, création de 5 centres de ressources en entrepreneuriat rural et formation de 4.440 producteurs).

- **Le Burkina Faso valide un projet de centrale électrique temporaire de 50 MW**

Le Conseil des ministres du Burkina Faso du 12 décembre 2018 a adopté un rapport relatif à la construction et la gestion d'une centrale électrique temporaire fonctionnant au fuel-oil d'une puissance de 50 MW à Ouagadougou. La production de cette capacité additionnelle sera injectée au niveau de la centrale Sonabel de Ouaga 2 et doit permettre au réseau national de faire face à la période de pointe de 2019, en attendant l'achèvement des différents projets en cours pour l'augmentation définitive de l'offre énergétique. Le Conseil a ainsi marqué son accord pour la finalisation des discussions entre la Sonabel et l'entreprise britannique Aggreko, retenue après un appel d'offres international restreint.

- **Burkina Faso : Réhabilitation du rail Abidjan-Ouaga : feu vert au groupe Bolloré**

Les parlementaires burkinabè ont adopté le 4 décembre 2018 la nouvelle concession pour la gestion et l'exploitation du chemin de fer Abidjan-Ouaga, conclue entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le groupe Bolloré. La Société internationale de transport africain par rail (Sitarail, filiale du groupe Bolloré) a désormais la responsabilité des investissements pour le renouvellement complet de 852 km de voies ferrées (sur les 1.260 km reliant Abidjan à Ouagadougou) et la maintenance des infrastructures du réseau. Pour rappel, ces travaux de réhabilitation, prévus sur cinq ans, ont déjà démarré en Côte d'Ivoire. D'un montant de 400 MEUR (262 milliards FCFA), le programme d'investissement prévoit des travaux de réhabilitation et d'aménagement regroupés en deux tranches dont la première (130 MEUR) devrait être achevée dans un délai de deux ans.

- **Burkina Faso : un groupement français retenu pour le nouvel aéroport de Ouaga**

Le Groupement français Meridiam-Aéroport de Marseille Provence, accompagné par Setec International, a été sélectionné par le gouvernement du Burkina Faso dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt lancé en juillet 2018 pour le développement et l'exploitation du nouvel aéroport de Donsin qui doit remplacer l'actuel aéroport international de Ouagadougou, situé en plein centre-ville et saturé. Le Groupement a signé le 6 décembre 2018 un protocole d'accord exclusif avec la Maîtrise d'ouvrage de l'aéroport de Donsin (MOAD), placée sous la tutelle de la Primature, pour encadrer le développement, la construction, le financement d'une partie des investissements, ainsi que l'exploitation et la maintenance de l'ensemble du futur Aéroport de Donsin pendant 30 ans. Le périmètre de la future délégation comprend les lots suivants : aérogares passagers, affaires, aéro-club, catering et restauration ; centrale et distribution électrique ; télécommunications ; hangars et fret.

- **Niger : après ceux d'Orange Niger, le fisc fait fermer les locaux d'Airtel Niger suite à un redressement fiscal contesté**

La Direction Générale des Impôts a ordonné le 7 décembre 2018 la fermeture des locaux professionnels de Celtel Niger S.A. (opérant sous la marque "Airtel") sur la base de réclamations d'impôts qu'Airtel Niger conteste. Cette décision intervient une semaine après une mesure similaire prise à l'encontre d'Orange Niger. En octobre 2018, un redressement fiscal de 62 milliards FCFA (94 MEUR) avait été notifié à Airtel Niger. La compagnie avait jusqu'à la semaine dernière pour verser les 10 milliards FCFA (15 MEUR), représentant les 15% exigés par la (nouvelle) loi avant d'entamer des négociations. Présente au Niger depuis 2001, Airtel détient plus de 51% des parts du marché avec plus de 4,4 millions d'abonnés. C'est également le seul opérateur à avoir acquis une licence 4G en avril 2018. Airtel Niger s'est dit résolue à maintenir un dialogue constructif dans le but de résoudre le différend en cause et a demandé aux autorités une revue approfondie des éléments du dossier, afin de trouver une issue mutuellement acceptable.

- **Burkina Faso : La Fête nationale "tournante" a eu lieu cette année à Manga**

Le Burkina Faso a célébré le 58^{ème} anniversaire de son indépendance le 11 décembre 2018 à Manga, chef-lieu de la région du Centre-Sud, à 120 km de Ouagadougou. Une délégation ivoirienne conduite par le ministre de la Défense de Côte d'Ivoire, Ahmed Bakayoko, était présente. Le coût total des infrastructures commanditées par l'Etat à cette occasion s'élève à 25 milliards FCFA (38,1 MEUR) pour servir notamment à la réalisation de voiries à Manga, Pô et Kombissiri. Au final, le comité d'organisation estime le taux d'exécution moyen des voiries à environ 80% et les travaux d'assainissement et de construction du marché central à 30%. Au niveau de la cité Manga 2018, 136 bâtiments seraient en cours de finition sur un total de 200. Cent logements sociaux seraient également en cours de finition sur un total de 300.

Objectif Afrique – 21 décembre 2018

- **Burkina Faso : Le budget 2019 adopté à la baisse par le Parlement burkinabé**

Le budget 2019 du Burkina Faso, adopté le 18 décembre au Parlement, s'élève à 2.213,318 milliards FCFA (3,37 milliards EUR) en dépenses, soit une baisse de 11,6% au regard du projet de loi de finances déposé fin septembre 2018, mais quasi à l'identique des 2.191,937 milliards FCFA (3,34 milliards d'euros) engagés en 2018. Cette révision consacre une baisse des recettes propres et des dépenses d'investissement. La contrainte majeure demeure l'explosion de la masse salariale de la fonction publique estimée à 835 milliards FCFA (1.272,9 MEUR), ce qui représente plus de 49,2% des recettes propres de l'État et jusqu'à 55% des recettes fiscales, pour 195.000 agents environ. Pour contenir le déficit en 2019, la loi de finances table sur un recul des dépenses d'investissement qui s'établissent désormais à 628,057 milliards FCFA (957,4 MEUR) contre 790,555 milliards FCFA (1.205,1 MEUR) mobilisés pour 2018. De fait, le déficit budgétaire revient dans les normes de l'UEMOA avec un déficit de 3% à 258,725 milliards FCFA (394,4 MEUR) contre 396,010 milliards FCFA (603,7 MEUR) en 2018 (5% du budget national) et 498,65 milliards FCFA (760,1 MEUR) en 2017 (7,6%), répondant ainsi aux inquiétudes formulées par une mission du FMI début novembre.

- **Les engagements du nouveau président du Patronat burkinabé**

Elu à l'applaudimètre, le 25 octobre 2018, à la faveur d'une Assemblée générale, l'homme d'affaires Apollinaire Timpiga Compaoré a été officiellement installé le 15 décembre 2018 dans ses fonctions de Président du Conseil national du patronat burkinabé (CNPB). Pendant son mandat (2018-2023), le nouveau bureau du patronat compte mettre en œuvre trois engagements essentiels : l'emploi des jeunes, le renforcement du dialogue social et le soutien aux Forces de défense et de sécurité (FDS), mises à rude épreuve à cause des attaques armées. Concernant le premier point, un programme de formation durable et d'insertion de 8.000 jeunes sera lancé dès janvier 2019 par le patronat, avec l'appui de la coopération suisse et des entreprises. En rappel, le CNPB a été créé en 1974, dans un élan de solidarité nationale des opérateurs économiques pour soutenir le gouvernement.

- **Le Président du Niger "globalement satisfait" du pré-bilan de la campagne agro-sylvo-pastorale et hydraulique 2018-2019**

Dans son Discours à la nation prononcé à l'occasion de la fête nationale, le président du Niger a confirmé que la pré-évaluation de la campagne agro-sylvo-pastorale et hydraulique 2018-2019 était "globalement satisfaisante", tout en notant que des zones déficitaires ont été identifiées. Parmi les solutions envisagées pour booster et moderniser la production en zone rurale, sont notamment évoquées : l'Initiative 3N (Les Nigériens nourrissent les Nigériens), la réalisation du barrage de Kandadji et la mise en œuvre du compact MCC. Le chef de l'Etat a souligné également que l'adoption récente du Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire (FISAN) permettra de mettre à la disposition des producteurs un outil de financement de leurs initiatives, tout comme il a prédit que la création d'une Agence de promotion du conseil agricole (APCA) facilitera l'accès des producteurs au conseil agricole de qualité.

- **Burkina Faso : Une première station de recharge de lampes solaires LAGAZEL**

Deux ans après le démarrage de son usine de fabrication de lampes solaires à Dédougou, à 260 km à l'ouest de la capitale, l'entreprise française Lagazel a inauguré le 14 décembre sa première installation de stations de recharge à Kierma (département de Kombissiri), à 35 km au sud de Ouagadougou. Cette solution permet la recharge simultanée de 40 à 50 lampes solaires. Les huit stations installées dans l'école de Kierma en partenariat avec l'ONG Electriciens sans frontières ont été financées par le service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Burkina Faso pour permettre à 320 élèves d'accéder à une lampe solaire. Ce schéma devrait être prochainement déployé au Bénin et au Sénégal.

- **La Banque de l'Habitat du Niger lance ses activités**

Après plusieurs autres pays africains, le Niger vient de se doter d'une banque de l'habitat. Ainsi, la Banque de l'Habitat du Niger (BHN), inaugurée le 14 décembre par le Président nigérien en personne, est nantie d'un capital de 10 milliards FCFA (15 MEUR) et a pour principale mission de financer les projets immobiliers du pays. Ses actionnaires sont la CNSS qui détient 25% des parts, l'État du Niger (20%), Sopamin (20%), Sonidep (20%), Nia Assurances (0,5%), des privés nigériens (0,5%) et la BOAD (8,25%). La BHN démarre ses activités dans un contexte où le déficit en logements au Niger demeure criant. Selon l'Institut national de la statistique (INS), la construction annuelle de logements est estimée à 4.275 à Niamey et 11.420 pour l'ensemble du pays, pour une demande annuelle de 5.000 à Niamey et 40.000 à l'échelle nationale. Par ailleurs, le financement de l'habitat au Niger demeure également très insuffisant avec notamment un peu moins de 20 milliards FCFA (30 MEUR) en 2017 représentant environ 4% du total de crédits.

- **Le Président du Faso en visite officielle en France**

Le Président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a effectué une visite en France du 16 au 18 décembre 2018. Outre son entretien avec le Président de la République française, le Président du Faso a rencontré les Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que la ministre des Armées qui a signé avec son homologue burkinabè un accord intergouvernemental de défense visant à améliorer le cadre juridique de la coopération militaire et opérationnelle entre les deux pays. deux protocoles d'accord ont été signés avec l'AFD, pour respectivement 30 MEUR (interconnexion électrique régionale) et 32 MEUR (accès à l'eau potable à Ouahigouya). Enfin, le Président Kaboré s'est rendu le 18 décembre à Dijon où lui a été remis le titre de docteur honoris causa par l'université de Bourgogne où il a étudié dans sa jeunesse. Il a également visité le pôle de compétitivité agronomique AgrOnov et rencontré les acteurs de la coopération décentralisée de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

- **Les 60 ans de la proclamation de la République du Niger fêtés en grande pompe à Zinder en présence de plusieurs chefs d'État africains**

Le mardi 18 décembre, le Niger a commémoré le 60^{ème} anniversaire de la proclamation de sa République. Plusieurs chefs d'État africains étaient présents aux côtés du Président nigérien Issoufou Mahamadou, dont le Nigérien Muhammadu Buhari, l'Equato-guinéen Theodoro Obiang Nguema, et le Togolais Faure Gbassingbe. La cérémonie, marquée par un défilé militaire et civil, s'est tenu à Zinder où près de 50 milliards FCFA (± 75 MEUR) ont été investis en travaux urbains sur l'année 2018. Dans le cadre de ces fêtes nationales tournantes, il est prévu que la célébration 2019 se tienne à Tillabéry, et celle de 2020 à Diffa.